

BOULEVARD DU MONTPARNASSE
PARIS - FRANCE
36-74
48-74 PARIS

D 375 EL SALVADOR: PROTESTATIONS CONTRE L'ELECTION
DU COLONEL ROMERO

L'enlèvement par un mouvement de gauche, le 19 avril 1977, du ministre salvadorien des Affaires étrangères, M. Mauricio Borgonovo, illustre le climat de tension qui règne dans le pays depuis quelques semaines.

Le 24 mars, le Conseil central des élections enregistrait officiellement les résultats des élections présidentielles du 20 février précédent: 812.281 voix pour le colonel Romero, candidat du président sortant, le général Molina; et 394.661 voix pour le colonel Claramount, candidat de la liste d'union de l'opposition.

L'entrée en fonction du nouveau président de la République est prévue pour le 1er juillet prochain.

Au lendemain des élections, des manifestations se terminaient en massacre: l'armée tirait sur la foule, faisant un nombre indéterminé de morts, 200 selon l'opposition (cf. DIAL D 370). L'opposition dénonçait en effet les manoeuvres électorales frauduleuses pratiquées par le pouvoir en place et accusait le régime de ne rien faire en faveur de la réforme agraire: 58% des terres se trouvent entre les mains de 2% des propriétaires terriens. C'est la gravité du problème agraire qui explique les troubles sanglants de ces dernières années: six paysans tués à "La Cayetana" en novembre 1974 (cf. DIAL D 202); cinq autres tués à "Tres Calles" en juin 1975; et, en représailles, quatre soldats de la Garde nationale tués en septembre 1975. Parallèlement, en juillet 1975, une vingtaine d'étudiants étaient tués par la police au cours d'une manifestation à San Salvador, capitale du pays.

On lira ci-dessous l'appel à la solidarité lancé par des chrétiens d'El Salvador sur la situation politique du pays.

(Note DIAL)

APPEL A NOS FRERES

Nous sommes des groupes de chrétiens appartenant aux communautés ecclésiastiques de base de la ville de San Salvador, au Salvador, en Amérique centrale. Nous nous adressons à vous parce que nous vous savons soucieux de tout ce qui concerne les droits de l'homme, et que nous pouvons compter sur votre compréhension et votre soutien dans la lutte de notre peuple pour le respect de ses droits, droits qui sont universellement reconnus mais qui, ici au Salvador, sont violés ou refusés.

Le droit universellement reconnu qu'a tout peuple d'élire ses représentants et que, conformément à la constitution en vigueur, il a exercé le 20 février 1977 par le suffrage direct, secret et égalitaire de tous les citoyens (art. 29), ce droit a été violé par la fraude électorale. Les élections présiden-

tielles voyaient une nouvelle fois la participation du PCN (Parti de conciliation nationale), le parti officiel qui défend depuis 1932 les intérêts de la bourgeoisie et des militaires. Depuis cette date les militaires sont au gouvernement et dirigent le pays avec l'approbation des grands propriétaires; ils ont toujours eu le souci de s'organiser en groupe politique en vue des élections, auxquelles ils ont souvent participé comme parti unique. C'est depuis 1963 que l'organisation politique des militaires a pris la forme du parti actuel, lequel se base de plus en plus sur l'idéologie de la sécurité nationale. Parallèlement, il existe une organisation armée de type paramilitaire intitulée ORDEN (Organisation démocratique nationaliste), du genre populiste et marquée par un nationalisme braqué sur la défense des "valeurs nationales" et sur la lutte contre tout ce qui, selon eux, est susceptible de les mettre en danger. Comme par hasard, tout ce qui ne va pas dans le sens du gouvernement est évidemment dangereux pour le pays...

Pour les élections, l'opposition était représentée par la UNO (Union nationale d'opposition) qui regroupait trois partis politiques: le PDC (Parti démocrate-chrétien) avec un recrutement en milieu ouvrier et de petits capitalistes; l'UDN (Union démocratique nationaliste) qui se recrute dans les organisations ouvrières; et le MNR (Mouvement national révolutionnaire) constitué d'intellectuels de gauche. Cette Union proposait au peuple une alternative électorale de type néo-libéral.

Le 20 février, le parti officiel organisa la fraude électorale en s'appuyant sur le régime militaire de Molina et ses organes d'exécution: le Conseil central des élections, les forces de sécurité, l'armée, ORDEN, etc. Ces organismes ont été utilisés pour pratiquer la fraude: la violence, les pressions, l'arrestation des surveillants électoraux de l'opposition, le remplissage des urnes avec des bulletins de vote la veille des élections, l'expulsion de ceux qui surveillaient le dépouillement au nom de l'opposition, les liaisons radio pour surveiller le déroulement du scrutin, etc. Voilà comment la décision populaire s'est vu frustrée!

Beaucoup d'électeurs ont voté pour l'UNO, non parce qu'ils croyaient à l'alternative offerte, mais pour manifester leur refus du régime militaire en vigueur. C'était la seule manière pacifique de le faire. Par contre, de nombreuses organisations populaires avaient décidé de s'abstenir.

Historique des événements qui ont suivi

Devant la fraude pratiquée par le gouvernement, l'indignation populaire ne se fit guère attendre: le lundi 21 février, la population sortit dans la rue pour stigmatiser la fraude. Les manifestations et les meetings continuèrent tous les jours pour aboutir, à partir du vendredi 25, à une assemblée permanente sur la Place de la Liberté destinée à dénoncer l'illégalité du vote et à faire pression jusqu'à ce que le Conseil central des élections déclare la nullité du scrutin, officiellement demandée par l'UNO.

Ce même 25 février, les ouvriers de plusieurs usines du pays décrétèrent une grève de soutien, renforcée par celles des employés des transports urbains, des étudiants, des professeurs, etc.

Dans la nuit du dimanche 27 au lundi 28, la Place de la Liberté est évacuée par l'armée avec voitures blindées, baïonnettes au fusil, grenades lacrymogènes et canons à eau; l'opération était dirigée contre des hommes, des femmes et des enfants qui se trouvaient là pacifiquement. Plus de deux cents person-

nes étaient alors arrêtées, de nombreuses autres frappées ou blessées à la baïonnette, et un nombre indéterminé de personnes tuées. Cette imprécision tient au fait que les cadavres ont été emmenés en camion dans des endroits inconnus et que le théâtre des événements n'a été abandonné par les militaires qu'après disparition de toutes les traces du massacre. Quelques 1.500 personnes se réfugièrent dans l'église catholique d'El Rosario, située sur la place. Elles purent être libérées quelques heures plus tard sur intervention de la Croix-Rouge et de l'épiscopat.

Le lundi 28 février et le mardi 1er mars, les troubles continuèrent ainsi que les manifestations de rue, mais cette fois pour protester contre le massacre pratiqué, ce qui se solda par de nouveaux morts et des disparus. Les hôpitaux reçurent de nombreux blessés par balle, baïonnette ou coups.

Le mercredi 2 mars, sur proposition du ministre de la Défense, l'état de siège était décrété, suspendant ainsi les garanties individuelles dont le peuple n'a d'ailleurs jamais bénéficié. L'imposition d'une telle mesure, qui porte atteinte au prestige du pays sur le plan international, est la conséquence des engagements pris par le candidat officiel, le colonel Romero, de garantir à la haute bourgeoisie le maintien de ses intérêts. Cette haute bourgeoisie est, dans notre pays, puissamment organisée à travers le FARO (Front agraire régional organisé), qui est une organisation d'extrême-droite pratiquant la violence au profit des grands propriétaires et destinée également à faire pression sur le gouvernement; et l'ANEP (Association nationale de l'entreprise privée), qui est une organisation de préparation et d'exécution des plans de la bourgeoisie pour continuer à manipuler le peuple.

Il faut rappeler que le problème fondamental est celui d'une injuste répartition de la propriété de la terre et celui de la mauvaise distribution des revenus agricoles. 60% environ des terres cultivables se trouvent entre les mains d'une centaine de familles. L'année dernière, le FARO a fait avorter un timide essai gouvernemental de réforme agraire. Ce qui a provoqué une crise politique grave.

La communauté ecclésiastique

Fidèle à sa mission d'annonce du royaume de la justice, de l'amour, de la paix et de la fraternité que le Christ nous demande d'instaurer, et forte dans sa dénonciation de tout ce qui s'oppose à ce royaume, l'Eglise est solidaire du peuple opprimé dans sa lutte pour la libération.

C'est pourquoi elle est considérée comme subversive, agitatrice, fauteur de troubles. C'est depuis bien longtemps déjà que l'accusation a été lancée et concrétisée contre l'Eglise - en tant qu'institution et que peuple - dans le diocèse de San Salvador; cette accusation est à l'origine d'une campagne de dénigrement et de persécution conduite par l'ANEP conjointement avec le FARO, et menée à bien par le gouvernement, l'armée et ORDEN. Les premiers à subir les effets de cette répression sont les laïcs engagés dans le ministère: les responsables de la Parole, les catéchistes des régions rurales et ceux qui font partie d'organisations populaires d'étiquette chrétienne.

La répression s'est élargie avec les expulsions des prêtres qui travaillent dans le cadre d'une pastorale de conscientisation dans les communautés de base. Quatre prêtres étrangers ont été brutalement expulsés et sept autres se

sont vu interdire de rentrer dans le pays (1). Pour les prêtres autochtones, ils sont l'objet de pressions diverses: les uns sont pourchassés et mitraillés chez eux, d'autres reçoivent des menaces et un autre, le P. Rafael Barahona, a été torturé une deuxième fois au point de se trouver en danger de mort (2).

La répression a atteint son point culminant avec l'assassinat du P. Rutilio Grande (3) qui avait fait l'objet de menaces et qui a été tué avec deux paysans en se rendant en voiture dans un village pour y célébrer l'Eucharistie. Le P. Rutilio nous était particulièrement cher en raison de son esprit évangélique et de son sens du service de la population paysanne.

Les menaces continuent, mais nous nous sentons forts.

Nous vous demandons de vous déclarer solidaires de notre lutte. Dénoncez cette situation à tous les niveaux, les ambassades d'El Salvador, les assemblées, les MCS, etc. Dieu, nous-mêmes et les martyrs qui ont donné leur sang vous en remercient.

San Salvador, mars 1977
La communauté des jeunes chrétiens

(1) Pour les prêtres expulsés, il s'agit de Mario Bernal, colombien; Bernard Survil, nord-américain; Guillermo Denaux, belge; et John Murphy, nord-américain. Pour les interdits de rentrer, il s'agit de Luis de Sebastian et Ignacio Ellacuria, jésuites espagnols naturalisés salvadoriens; Lawrence McCulloch, nord-américain; Juan Ramón Vega, nicaraguayen; Benigno Fernández, espagnol; Pedro Lecreq et Juan Deplancke, belges. (N.d.T.)

(2) Le P. Barahona avait déjà été torturé le 7 mai 1975 par la Garde nationale dans le cadre de la répression en zone rurale. (N.d.T.)

(3) Pour le récit de l'assassinat, cf. DIAL D 370. (N.d.T.)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 150F - Etranger 175F (avion:tarif spécial)
Directeur de la publication: Charles ANTOINE
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 PARIS
Commission paritaire de presse: n° 56249